

DANS LA ZONE UNE PANDÉMIE QUI PROGRESSE

Le sida passe par là

Que ce soit à Maurice, à Madagascar ou même aux Seychelles, le constat est le même : le sida progresse de façon alarmante depuis quelques années.

Au sein de Pil's, une structure basée dans la capitale mauricienne Port-Louis, ce sont « 40 à 50 nouveaux cas qui sont répertoriés chaque mois », précise Nicolas Ritter, le président actif de cette association qui vient en aide aux malades du sida. « Ces chiffres n'évoluent guère depuis deux ans », constate-t-il, « mais cela ne signifie pas que la pandémie ne progresse pas. »

A Maurice, les tests de dépistage restent marginaux. « Il y a seulement 1 000 personnes par an qui passent un test de dépistage volontaire du sida, ce qui est dérisoire alors que l'île compte plus d'un million d'habitants », assure-t-il. Et de préciser : « Si les Mauriciens changent leurs habitudes dans ce domaine, on risque d'avoir de grosses surprises. »

D'après des chiffres fournis par la cellule en charge du sida au sein de l'ONU (ONUSIDA) et datant de fin 2007, le taux de prévalence, c'est à dire le nombre estimé de personnes touchées, est de 1,8 %, soit environ quatre fois plus qu'en France par exemple où ce taux est de 0,5 %. Autre chiffre : à Maurice, 2 % de la population s'infecte des drogues, ce qui place le pays au deuxième rang mondial derrière la République d'Iran. Sur l'île Speur, c'est cette population qui est la plus touchée par l'épidémie de sida. En 2006, 86 % des nouveaux cas diagnostiqués étaient des usagers de drogues intraveineuses.

L'association Pil's, qui fait un travail de prévention et de suivi psychologique, milite également auprès des autorités mauriciennes en faisant des propositions et en soulevant les dys-

fonctionnements qui existent en matière de lutte contre le sida. Ainsi, un malade qui souhaiterait bénéficier d'un traitement à la méthadone doit attendre trois ans avant de pouvoir être pris en charge. Une éternité...

« On a beaucoup tardé à mettre en place des programmes de réduction des risques », explique Nicolas Ritter. « Ce n'est seulement qu'en 2006 que l'Etat a pris des mesures conséquentes. »

Stigmatisation des malades du sida

A Madagascar, l'Etat a pour le moment d'autres préoccupations que de s'occuper du sort des victimes du VIH. Si les capacités de traitement se développent, le système de santé manque encore cruellement de moyens. Quelques associations (leur nombre est limité) prennent le relais de la lutte contre la pandémie dans un pays où le taux de prévalence, proche de 1,8 %, est en progression constante depuis une dizaine d'années.

Peu de personnes atteintes ont recours à des soins. Sur la capitale Antananarivo, moins de la moitié des malades a accès à des traitements alors qu'en province, ce chiffre se réduit encore. « La lutte contre la pandémie est récente à Madagascar », prévient une bénévole qui craint que l'épidémie ne progresse de façon dramatique à court terme.

L'épidémie est largement ali-



L'association Pil's est très active à Maurice dans la lutte contre la propagation du virus du sida.

mentée par des contacts sexuels non protégés. « Il n'y a pas beaucoup de Malgaches qui utilisent par exemple des préservatifs. » Une récente étude réalisée par l'Onusida faisait apparaître que 15 % des garçons de moins de 24 ans utilisaient une capote lors de rapports occasionnels et seulement 5 % des jeunes femmes malgaches. De plus, les patients hésitent à se faire dépister du fait de la stigmatisation des malades du sida.

Plus au nord dans l'océan Indien, l'archipel des Seychelles est également touché par le fléau. Dans ce micro-Etat d'un peu plus de 80 000 âmes, « la situation risque d'être explosive dans les cinq prochaines années », pense un responsable de la lutte contre le VIH/Sida qui a souhaité garder l'anonymat.

Dans ce pays « carte postale », si les rapports hétérosexuels constituent la première voie de transmission, la consommation récente de nouvelles drogues peut devenir le facteur essentiel

de la propagation du virus. La consommation d'héroïne, une drogue qui s'injecte, a connu une augmentation alarmante ces dernières années. Les observateurs craignent une situation « à la mauricienne », avec une progression importante de l'épidémie chez les populations à risques dans les cinq ans à venir.

La faute aux marins ? Les résultats d'une étude viennent d'être rendus publics, le 12 juin dernier, par Jeannine Faure, la directrice des opérations contre le VIH/Sida aux Seychelles, en présence du Docteur Jude Gedeon, Commissaire de la Santé publique. Elle dévoile que « les marins sont un groupe à haut risque à cause de leur comportement sexuel, notamment lors de leur pérégrination, les séjours dans les ports et la consommation d'alcool », note le quotidien « Nation ». Dorénavant, quand vous croisez un pompon, mettez la capuche.

F.B.

SEYCHELLES POLITIQUE

Le changement dans la continuité

Un nouveau parti politique est né. En fait, seul le nom change puisque l'ancien parti présidentiel (SPPF) devient le Parti Lepep. Les cadres dirigeants sont les mêmes.

C'est devant une foule conquise et acquise à sa cause que le président des Seychelles, James Michel, annonçait fièrement la création d'un nouveau parti politique il y a quinze jours. L'ancien parti gouvernemental, le SPPF (Seychelles people's progressive front), est ainsi devenu le People's party (PP), ou Parti Lepep en créole seychellois et c'est tout naturellement James Michel qui en a pris la présidence, remplaçant ainsi l'ancien président Albert René qui dirigeait jusqu'à présent le SPPF.

Cette déclaration était effectuée lors du 24^e congrès de l'ancien parti qui a été pendant des années le seul parti politique autorisé dans l'archipel. Ce n'est en effet qu'en 1992 que le multipartisme a été instauré dans les textes, mais dans les faits le parti du gouvernement est toujours omnipotent.

Ce changement de nom se fait dans la continuité puisque l'équipe dirigeante de l'ex-SPPF a été reconduite presque dans son ensemble pour diriger le nouveau parti. Les 25 membres du comité exécutif du PP sont dans leur grande majorité issus du SPPF. Danny Faure, ministre des Finances des Seychelles, a été nommé secrétaire général.

F.B.



Le président des Seychelles, James Michel, est dorénavant à la tête du Parti Lepep.

Vous êtes

- ⇒ Salarié
- ⇒ DRH
- ⇒ Chef d'Entreprise



Dans le cadre du DIF

Droit Individuel à la Formation (20 à 120 h)

GIBTP-ENTREPRISES

Zone Ouest & Est
vous propose

Une offre de FORMATION SUR MESURE en

- | | |
|--------------------------|----------------|
| • Français | • Informatique |
| • Mathématiques | • Comptabilité |
| • Tests Psychotechniques | • Anglais |

DEVIS GRATUIT Contactez nous

GIBTP SAINT-PAUL
0262 45 44 88
gibtp.ouest@orange.fr

GIBTP SAINT-ANDRÉ
0262 58 40 06
gibtp.est@orange.fr

COMORES TRANSPORTS MARITIMES

Des conditions de sécurité minimales

Dans l'archipel des Comores, le transport par voie maritime est souvent montré du doigt par les usagers. Les normes de sécurité ne sont pas toujours la priorité.

Presque tous les ans, les Comores déploront des pertes en vies humaines et des biens dues à des naufrages. Les navires qui assurent la navette inter-îles et régionale sont pour une grande partie de très vieux bateaux ayant servi dans d'autres pays, destinés à un démantèlement mais qui retrouvent une seconde vie dans l'archipel. Ces navires répondent très rarement aux normes de sécurité requises, un état qui s'expliquerait par le laxisme des autorités comoriennes.

Ainsi « les sanctions prises à l'encontre des armateurs insoucieux du respect des normes établies se trouvent levées du

jour au lendemain par l'intervention d'une personnalité haut placée », note avec regret Anfane Saïd, commandant du port de Moroni.

La direction des transports maritimes effectue de temps à autres des visites techniques, dressant des constats alarmants. « Nous constatons des trous sur différents niveaux du bateau, des bombardas qui ne sont pas révisés et des moyens de communication défaillants », détaille Mohamed Mmadi, le directeur adjoint du ministère chargé des transports. A cela s'ajoute, l'insuffisance de formation des membres d'équipages, l'insuffisance et/ou l'absence du maté-

riel de sauvetage, etc... Et parfois, des bateaux prennent feu au port et se consument sans que personne n'arrive à intervenir faute de moyens de lutte contre les incendies.

Mais il y a à peine une décence, les transports maritimes aux Comores n'étaient assurés que par des embarcations en bois.

L'arrivée de ces bateaux est donc quelque part une « petite révolution ». C'est peut-être cela qui explique cette tolérance des autorités comoriennes.

Veiller à la sécurité des passagers

« Normalement l'Etat devrait interdire à ces bateaux de naviguer. Mais au vu du coût financier, on ne peut pas le faire. Dès lors nous veillons au respect de la sécurité des passagers », affirme M.Saïd pour qui, dans le cadre des transports inter-îles, « on ne peut imposer trop d'exigences ».

70 à 75 kilomètres de mer séparent les îles entre elles et pour le commandant du port, « nous pouvons intervenir à tout moment ». Ce n'est pas garant d'avance.

Les naufrages de petits bateaux qui se sont produits dans les eaux comoriennes en témoignent. Pour certains, il est temps



L'insuffisance de la formation des équipages est pointée du doigt aux Comores.

GROS PLAN

LE BATEAU, LE MOYEN DE DÉPLACEMENT DES PAUVRES.

En raison d'un pouvoir d'achat très faible, de nombreux Comoriens empruntent encore aujourd'hui le bateau pour se déplacer, soit entre les îles de l'archipel, soit pour relier les pays riverains comme Madagascar et la Tanzanie. Si pour un déplacement à Mayotte depuis Mutsamudu les tarifs varient de 100 à 150 euros, ce qui reste cher pour la majorité des Comoriens, il faut débourser la même somme pour aller à Madagascar ou en Tanzanie. 25 euros suffisent pour se déplacer de Moroni à Mutsamudu et 18 euros pour aller à Mohéli.

www.solarscreenreunion.com

Films
 Solaires, Sécurité & Design

Solar Screen®
protection solaire & fenêtre résistante

0262 21 40 40

Show Room
 10 ter, Bd Lancastel
 97400 - Saint-Denis